**Le vocabulaire**

**Dévoiler** - enlever le voile qui recouvre; se révéler, se découvrir

**Incarner-** représenter, symboliser une chose abstraite

**Plaider-** prendre la défense d'une personne ; défendre, excuser, intercéder

**La** **filière-** ensemble des activités industrielles relatives à un matériau ou une énergie

**Désamorcer-** tenter d'éviter les conflits

**Le** **syndicat-** mouvement social et politique des travailleurs; fédération

**ETI : Les champions cachés de l’industrie**

**Les 34 plans industriels d'Arnaud Montebourg**

Par Solène Davesne - Publié le 11 septembre 2013, à 16h00 | [L'Usine Nouvelle n° 3344](http://www.usinenouvelle.com/l-usine-nouvelle-du-11-septembre-2013-n3344)



[EXCLUSIF](http://www.usinenouvelle.com/exclusif/)  [MADE IN FRANCE](http://www.usinenouvelle.com/made-in-france/)  Le ministère du Redressement productif a traduit les priorités de la politique industrielle française dans 34 plans associant acteurs publics et entreprises. Objectif : faire émerger les produits made in France du futur. Le président de la République doit les **dévoiler**, ce jeudi 12 septembre, devant un parterre de 500 entrepreneurs.

Fini les opérations défensives de sauvetage d’usines en difficulté ! Le président de la République devrait **dévoiler**, le 12 septembre, devant 500 entrepreneurs réunis à l’Élysée, 34 plans industriels élaborés par Arnaud Montebourg. Une manière **d’incarner** le volontarisme de l’État. *"Jusqu’ici, on ne parlait que de plans sociaux. Le reste de notre action n’était pas visible"*, **plaide**-t-on au cabinet du ministre du Redressement productif. Cette fois, il s’agit pour le ministre de mettre en scène sa "nouvelle France industrielle". Les plans sélectionnés, associant acteurs publics et entreprises, doivent permettre aux industriels de développer d’ici cinq à dix ans une offre de produits made in France adaptés aux marchés les plus porteurs. L’objectif est de reconquérir les parts de marché perdues par notre industrie avec une méthode opérationnelle. Ces projets seront tous pilotés par un industriel ou, à défaut, par un pôle de compétitivité.

Ces produits made in France relèvent de l’inventaire à la Prévert : du dirigeable pour le transport des charges lourdes au navire consommant 50 % de carburant en moins, en passant par l’hôpital numérique. Pour les sélectionner, le ministère a commandé une étude internationale au cabinet de conseil McKinsey, identifiant les meilleurs créneaux pour l’industrie française. Résultat : des secteurs divers et à des degrés de maturité différents.

**Les 34 plans industriels lancés par le gouvernement**

- Big data  
- Cloud computing  
- Objets connectés  
- Réalité augmentée  
- Logiciels et systèmes embarqués  
- Services sans contact  
- E-éducation  
- Hôpital numérique  
- Cybersécurité  
- Nanoélectronique  
- Robotique  
- Supercalculateurs  
- Innovation dans l’agroalimentaire  
- TGV du futur  
- Véhicule deux litres aux 100 km pour tous  
- Véhicule à pilotage automatique  
- Bornes électriques de recharge  
- Autonomie et puissance des batteries  
- Avion électrique et nouvelle génération d’aéronefs  
- Satellite à propulsion électrique  
- Dirigeable pour les charges lourdes  
- Navire écologique  
- Énergies renouvelables  
- Réseaux électriques intelligents  
- Qualité de l’eau et gestion de la rareté  
- Biotechnologies médicales  
- Dispositifs médicaux innovants  
- Souveraineté des télécoms  
- Industrie du bois  
- Recyclage et matériaux verts  
- Rénovation thermique des bâtiments  
- Chimie verte et biocarburants  
- Textiles techniques et intelligents  
- Usine du futur

Certains plans sont très précis, comme le satellite à propulsion électrique, d’autres naviguent dans le flou, comme le plan biotechnologies. *"Deux grandes lignes dominent : la transition énergétique et la transition numérique"*, assure l’entourage d’Arnaud Montebourg.

Au titre des investissements d’avenir

Certains plans sont déjà lancés. Celui de la robotique, officialisé depuis mars, n’attend plus que son chef d’équipe. Quant au développement du véhicule consommant deux litres aux 100 kilomètres, il est déjà mené depuis un an par la plate-forme automobile, et doit aboutir à un démonstrateur fin 2014, retenu au programme des investissements d’avenir. Dans l’agroalimentaire, qui a signé son contrat de **filière** avant l’été, deux axes de croissance ont été définis : l’élaboration d’emballages intelligents, qui permettraient de repousser la date limite de consommation ou de transmettre des informations utiles à l’acheteur, et les aliments améliorant la santé.

*"Nos projets étaient quasi prêts. Les plans reprennent le volet innovation de nos contrats de* ***filière****. Nous aurons des financements publics pour les mener"*, explique Jean-Claude Andréini, le vice-président du comité stratégique de la **filière** des éco-industries. Les plans devraient puiser dans l’enveloppe de 1,7 milliard d’euros dédiée à l’industrie dans le programme des investissements d’avenir. Un peu juste pour financer 34 **filières** ? Selon Éric Carreel, le président de Whitings, qui devrait piloter le plan objets connectés, *"nous avons moins besoin d’argent public que d’une révolution culturelle pour créer un écosystème entre les start-up et les usines d’électronique et de mécanique"*. Éric Carreel propose qu’un pool de banques privées embauche les experts qui font défaut pour évaluer certaines demandes de financement d’équipements innovants.

Arnaud Montebourg **plaide** que l’État peut faire beaucoup sans argent. Il s’agit d’abord de remettre de l’ordre entre les acteurs publics et privés. Car, à côté des 13 comités stratégiques de **filières** – qui réunissent patronat et **syndicats** pour réfléchir aux questions d’organisation et de formation – encore faut-il coordonner les pôles de compétitivité, les structures créées par les investissements d’avenir et la Banque publique d’investissement. Le ministère table aussi sur la commande publique et la production de normes.

Encore faudra-t-il réussir à faire coopérer les différentes administrations, mais aussi les entreprises. Pour **désamorcer** les tensions entre les géants de l’eau, Bercy estime préférable de confier le rôle de chef de file du plan gestion de l’eau à un équipementier ou à un pôle de compétitivité… La dernière interrogation porte sur le nombre des plans. Trente-quatre, n’est ce pas trop de priorités ? Au cabinet d’Arnaud Montebourg, on s’en défend. *"Faire un seul grand plan numérique au lieu des huit projets avancés n’aurait pas eu beaucoup plus de sens"*, balaye-t-on. À moins que le principe ne soit d’en lancer beaucoup, pour en voir éclore au moins quelques-uns. Ceux des acteurs privés les plus dynamiques ?

***Solène Davesne***